

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Convention des Gaullistes Sociaux pour la Ve République

Janvier - Février 2008 : n° 51

Editorial

Les atouts de la France

A un moment où l'opinion publique commence à s'interroger sur les premiers résultats de la politique du président de la République, il nous a paru nécessaire d'évaluer à grands traits les atouts dont dispose notre pays, non seulement pour conserver ses acquis à l'intérieur et à l'extérieur mais aussi et surtout pour reprendre sa marche en avant.

Nous ne serons pas originaux en rappelant les plus importants de ces atouts : la vitalité démographique de la France, dont la force vient d'être à nouveau confirmée ; le respect qui continue à entourer sa culture et la présence encore étendue de sa langue ; la solidité, éprouvée dans une conjoncture souvent difficile, d'institutions enracinées depuis un demi-siècle ; les performances techniques et industrielles de plusieurs de ses grandes entreprises ; la qualité de nombre de ses chercheurs ; la volonté de réformes qui vient de se manifester en dépit de tabous durables, à l'issue de trente ans d'immobilisme ; son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ; le renouveau d'activité de sa diplomatie, du Liban au Darfour, de la Chine à l'Inde en passant par la péninsule arabique, dont les résultats, même inégaux, ont montré qu'une politique extérieure nationale était possible, sans avoir à demander l'autorisation d'un «quartette» dominé par les Etats-Unis ou du «haut représentant» d'une Union européenne toujours en quête de cohérence.

Mais toutes ces constatations ne trouvent-elles pas rapidement leurs limites, attestant ainsi de la fragilité qui reste la nôtre ? A la vérité, on peut également faire sans peine le tour des faiblesses qui continuent à affecter le pays.

Il convient, en effet, de déplorer le recul préoccupant de la langue française, partout menacée par la vague anglophone, ouvertement contestée à Bruxelles, parfois même abandonnée dans l'hexagone par de soi-disant élites du monde économique, voire scientifique, par complexe d'infériorité ou snobisme ; les incertitudes qui pèsent sur les institutions, même si les grands équilibres ne devraient pas en être modifiés ; les contestations qui entourent la ratification du traité européen «simplifié» ; les difficultés persistantes de trop de petites et moyennes entreprises, qui apparaissent crûment dans l'aggravation du solde déficitaire de notre commerce extérieur ; les obstacles qui s'opposent à l'indispensable réorganisation de l'Université et de la recherche scientifique ; le freinage prévisible des réformes tant que stagnera le pouvoir d'achat ; la montée en puissance des grands ensembles dits émergents ; la mauvaise volonté de certaines autorités européennes devant les initiatives françaises, qu'il s'agisse du projet de communauté méditerranéenne ou de la remise en cause des diktats de la Banque centrale de Francfort. Et, bien entendu, la brutalité

de la crise financière qui vient de s'affirmer, même si la responsabilité de la France n'y est pas directement engagée.

Il va de soi qu'un tel bilan ne saurait avoir aujourd'hui qu'une valeur relative. Mais ce que nous pouvons, dès maintenant, affirmer, c'est que la France de demain et d'après-demain n'aura de chance d'assurer son avenir que si ses gouvernants manifestent, dans la durée, une volonté politique d'une totale fermeté.

Sera-t-on surpris que nous souhaitions toujours que l'inspiration essentielle en soit recherchée dans l'enseignement du gaullisme ?

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.*

*Ce n'est pas la gauche,
la France.*

*Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965



Voilà les buts ! Voilà les enjeux !... J'en appelle à l'Unité !

Ce qui signifie que j'en appelle à tout le monde.

Général de Gaulle, 27 juin 1958



NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire

Dans un appel aux intellectuels lancé le 5 mars 1948 devant ses compagnons gaullistes, André Malraux, alors délégué du RPF pour la propagande, après avoir mesuré la double menace du fascisme et du stalinisme sur la liberté de l'esprit, rappelle tout ce que le monde pouvait encore attendre de la France. A condition qu'elle reste fidèle à sa vocation universelle : n'est-ce pas toujours vrai aujourd'hui ?

«Ce que nous défendons ici sera défendu avant la fin de ce siècle par toutes les grandes nations d'Occident. Nous voulons rendre à la France le rôle qu'elle a tenu déjà à plusieurs reprises, aux époques romane et gothique comme au XIXe siècle, et qui a imposé son accent à l'Europe quand il était à la fois celui de l'audace et celui de la liberté.

A peu près tous, vous êtes, dans le domaine de l'esprit, des libéraux. Pour nous, la garantie de

la liberté politique et de la liberté de l'esprit n'est pas dans le libéralisme politique, condamné à mort dès qu'il a les staliniens en face de lui : la garantie de la liberté, c'est la force de l'Etat au service de TOUS les citoyens.

Quand la France a-t-elle été grande ? Quand elle n'était pas retranchée sur la France. Elle est universaliste. Pour le monde, la grande France, c'est plus celle des cathédrales ou de la Révolution que celle de Louis XIV. Il y a des pays, comme la Grande-Bretagne – et c'est peut-être leur honneur – d'autant plus grand qu'ils sont plus seuls. La France n'a jamais été plus grande que lorsqu'elle parlait pour tous les hommes, et c'est pourquoi son silence s'entend de façon aussi poignante...

Que sera l'esprit ? Eh bien ! Il sera ce que vous le ferez.»

André Malraux

Postface des «Conquérannts»

Edition de La Pléiade, tome I, p. 286

ENTRE LES LIGNES

Entre les lignes

A lire : **Jacques Chaban-Delmas en politique.**

Actes du colloque de Bordeaux du 18 au 20 mai 2006 - Presses Universitaires de France, 2007.

L'important ouvrage qui vient de retracer, sur près de 500 pages, le déroulement du «Colloque Chaban» que nous avons évoqué à plusieurs reprises dans ces colonnes mérite d'être particulièrement signalé. Et pas seulement parce que ce colloque est né de la volonté de Pierre Pascal et de Jean Charbonnel de rompre un injuste silence sur Jacques Chaban-Delmas, mais aussi et surtout parce qu'il a bénéficié, pour sa réalisation, de conditions tout à fait remarquables.

Et, d'abord, de la prise en charge du projet par une équipe universitaire de premier plan, conduite par MM. Lachaise, Le Béguec et Sirinelli. Avec eux, des enseignants et des chercheurs de qualité, provenant d'établissements de différentes

origines – même si la part de la brillante école de Bordeaux y fut, naturellement, insigne – ont analysé sans complaisance, avec l'objectivité de la science, les principaux aspects et épisodes de la personnalité et de la carrière d'un homme politique hors du commun. Ces communications ont été appuyées par un nombre conséquent de témoignages qui ont, plus d'une fois, apporté des éclairages inattendus sur Jacques Chaban-Delmas : il est d'autant plus regrettable que certains, comme ceux de Simon Nora et de Jacques Baumel, n'aient pu intervenir, en raison du décès de leurs auteurs. Ce qui souligne encore l'urgence qu'il y avait à tenir ce colloque.

Nous ne pouvons, évidemment, retracer dans le détail le contenu des quelques trente interventions qui se sont succédées pendant deux jours et

deuxième, devant un public qui n'a cessé d'être dense. Nous n'en retiendrons que trois traits qui nous paraissent majeurs.

C'est, en premier lieu, que le personnage de Chaban, avec le recul du temps et à la lumière des précisions apportées par l'Histoire, apparaît vraiment exceptionnel dans le cours de nos Républiques : la longueur de sa carrière, depuis la Résistance jusqu'aux palais nationaux, le niveau de ses responsabilités, la variété des charges qu'il a assumées, les chances qu'il a su saisir, l'intérêt des thèmes qu'il a développés, ont été sans précédent et ne semblent pas devoir se présenter à nouveau, avant longtemps : combien pèsent peu, en face de ce bilan, les reproches qui lui ont été faits d'inconstance et de légèreté !

C'est, ensuite, que le cœur du «système» de Chaban, qu'il l'ait appliqué dans la direction du modeste groupe des Républicains sociaux, à

la présidence de l'Assemblée nationale, dans son ministère de la «Nouvelle Société» ou dans la gouvernance de Bordeaux et de l'Aquitaine, a été, quoi qu'on en ait dit, d'une totale homogénéité : ouverture aux autres, générosité dans l'inspiration, rapidité dans l'exécution, mais, toujours, fidélité à une certaine idée de la France, incarnée, à ses yeux, par le général de Gaulle.

C'est, enfin, que l'échec de sa candidature aux élections présidentielles de 1974, préparé par ses incompréhensions avec Georges Pompidou et ses propres maladresses, et achevé par les trahisons dont il a alors été victime, a représenté une formidable occasion perdue pour la France, ballottée, après lui, d'un excès à l'autre, ainsi que pour le gaullisme, désormais privé du souffle modernisateur dont il avait tant besoin.

On ne le répètera jamais assez ■

DIALOGUES

Dialogues

1 *Quelle politique de coopération la France devrait-elle mener avec l'Afrique noire ?*

La Lettre d'Argos : Une politique à la fois honnête, discrète, équitable et réaliste. Où se retrouve, en somme, la culture gaullienne, toujours si attentive à l'Afrique et aux Africains.

Honnête, parce qu'il faut en effet, comme l'a marqué le 16 janvier le Secrétaire d'Etat à la Coopération, en finir avec les procédés douteux qui ont souvent suivi la fin de la domination coloniale. Les abus de ce que l'on a appelé la «Françafrique» doivent évidemment disparaître. Mais non les preuves tangibles d'une vieille fidélité scellée, ne l'oublions pas, dans le sang versé en commun pour la libération de la France et la liberté du monde. Et n'oublions pas non plus que personne n'a, à ce sujet, de leçon à donner à quiconque.

Discrète, parce que notre pays – comme d'ailleurs tous les autres Etats – a le devoir de respecter les jeunes indépendances du continent noir. Et pas seulement sur les plans diplomatique et militaire où le «droit d'ingérence» ne saurait être pratiqué qu'avec beaucoup de précautions, mais aussi dans les approches dites humanitaires. A cet égard, la pénible affaire du Tchad devrait servir de leçon pour nombre d'ONG, dont la bonne volonté n'a d'égal que la maladresse.

Equitable, parce que le «Nord» doit, plus que jamais, aider le «Sud» en s'attaquant progressivement, dans un esprit de justice, aux causes de déséquilibre qui demeurent. On le sait, la part du PNB français accordée à la coopération avec l'Afrique est encore loin de rejoindre celle qu'il avait atteinte, il y a quelques décennies, grâce à la volonté du général de Gaulle. La substitution d'un libéralisme envahissant aux accords du type de Lomé, qui inquiète vivement les Etats africains, ne saurait être admise, notamment par la France, dont l'attitude pourrait être assimilée à un abandon. En revanche, la recherche d'un authentique co-développement devrait être systématiquement favorisée.

Réaliste, enfin, parce qu'un jeu dangereux des grandes puissances se profile souvent derrière les crises dont souffre encore l'Afrique, du Darfour au Kenya, sans oublier les premières atteintes du terrorisme international qui commencent à la frapper. Mais l'intervention, directe ou voilée, des Etats-Unis, comme la présence, souvent obsédante, de la Chine, ne sauraient devenir le nouvel évangile des Africains. La naïveté, non plus, n'est pas une politique : les vieilles nations qui ont, dans le passé, partagé l'histoire de l'Afrique, peuvent encore lui apporter beaucoup, ne serait-ce que pour lui éviter de tomber sous la coupe de nouveaux impérialismes.

2 La reconstruction du parti socialiste vous paraît-elle avoir progressé ?

La Lettre d'Argos : Nous ne le croyons pas, malgré les retrouvailles encourageantes pour lui du forum de la rénovation du 20 janvier dernier.

Les divisions du PS ont même été aggravées par l'entrée en lice présidentielle de Mme Royal – de plus en plus péremptoire – et le désordre intervenu dans les rangs socialistes à la suite du rebondissement du problème européen. Mais un déclin durable du parti est-il, pour autant, irrémédiable ? Un test important va être, pour lui, l'épreuve des prochaines élections municipales et cantonales, où ses positions devraient logiquement se renforcer. On peut, toutefois, se le demander : faudra-t-il, ou non, accorder une signification de politique nationale à ces scrutins ?

Le problème a été posé. La réponse appartient aux Français.



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue ci-après en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

A suivre

Nous signalons à l'attention de tous ceux qui s'intéressent à la poursuite du combat gaulliste, l'initiative prise par M. Julien Serey et plusieurs de ses amis.

Cette association de jeunes entretient, grâce à une publication mensuelle, **Entrée libre**, une réflexion précise et informée sur les problèmes d'actualité, dans l'esprit de la «nouvelle société» qu'avait voulue Jacques Chaban-Delmas.

Entrée libre

57 rue de Fajy - 60600 Clermont

3 Que pensez-vous des déclarations de M. Sarkozy à Rome et en Arabie saoudite ?

La Lettre d'Argos : Elles méritent l'attention.

Il est, d'abord, important qu'il ait rappelé le déchirement qu'a représenté la mise en œuvre de la loi de 1905, non seulement pour la situation matérielle de l'Eglise de France mais aussi pour beaucoup de laïcs, sincèrement attachés à leur convictions, gravement mises en cause à cette occasion. Le président de la République a eu également raison d'insister sur la place des valeurs spirituelles dans nos sociétés, et, en particulier dans son intervention de Rome, sur la réalité des «racines chrétiennes» de la France. Car celles-ci, à la différence de celles revendiquées pour l'Europe, ne sauraient être contestées : depuis Clovis, l'Histoire est là pour en apporter la preuve.

La laïcité, fondée par Jules Ferry, n'en demeure pas moins une dimension incontournable du pacte républicain, notamment dans la lutte, toujours nécessaire, contre la tentation de communautarisme. Encore faut-il qu'elle s'affirme de façon ouverte et accueillante, loin des sectarismes de jadis ■

A nos amis, à nos lecteurs

Nous inaugurons l'année 2008 en leur présentant, avec tous nos vœux, la nouvelle structure que nous avons adoptée pour notre action.

Pour mieux rassembler nos moyens, hélas limités, nous avons décidé, par assemblées générales du 11 janvier, de fusionner les objectifs sociaux de la Convention Ve République pour un gaullisme de progrès et de l'Association pour le renouveau du gaullisme. L'organisme qui les réunira s'appellera **Convention des gaullistes sociaux pour la Ve République** : le détail du bureau sera donné ultérieurement.

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Janvier - Février 2008, n° 6761